

et voit chaque jour les Indiens se prosterner à ses pieds. Au jour consacré pour sa fête, c'est par flots tumultueux, accourus des contrées les plus éloignées, qu'ils se succèdent dans le sanctuaire en processions immenses remplissant les airs de leurs cris de joie.

### CHAPITRE III

#### DEUXIÈME PÉRIODE POLITIQUE

Du 10 Juillet au 30 Septembre 1863

---

Conséquences des nouvelles reçues à Paris de la prise de Puebla et de l'entrée à Mexico. — Rappel de M. Dubois de Saligny. — Le général Forey, nommé maréchal de France, est rappelé. — Impressions de Napoléon III. — Critique de l'histoire de M. de Kératry. — Bazaine investi du commandement. — Instructions de l'Empereur. — Mesures de réaction cléricale. — Mission mexicaine envoyée à Maximilien. — Déclaration de la Prusse. — Lettre de Napoléon III du 12 septembre. — Considérations relatives à cette correspondance. — Lettre caractéristique du général Bazaine à l'Empereur. — Persistance du maréchal Forey à rester au Mexique. — Ordre du jour d'adieu. — Départ.

Pendant que les semaines s'écoulaient ainsi à Mexico dans une tranquillité relative pour l'élément militaire, et, pour les politiciens, dans les labeurs précipités et malheureux que j'ai relatés, les nouvelles arrivaient en France. A la fin de juin, alors qu'un gouvernement provisoire était déjà créé, l'Empereur recevait les rapports sur la prise de Puebla. En même temps, le télégraphe de New-York lui annonçait notre entrée dans Mexico.

Napoléon III reçut ces nouvelles avec une joie d'autant plus grande que, depuis des semaines, il ne vivait que de sombres préoccupations qu'engendraient dans son esprit les difficultés graves et cruelles qui se dressaient devant nous, à chaque pas, dans les attaques des cadres de Puebla. L'amertume de ces préoccupations patriotiques chez le Sou-

verain était encore avivée par les clameurs calculées de l'opposition qui lui reprochait l'expédition. Il fut, dans ces conditions, soulagé d'un grand poids moral, d'autant qu'il devenait libre de satisfaire un ressentiment né dans son cœur depuis le premier insuccès de Puebla et qui n'avait fait que grandir, sous l'action des événements ultérieurs, à l'égard de son ministre de France qui l'avait constamment et indignement trompé sur la situation du Mexique. Aussi, son premier acte fut d'ordonner le rappel immédiat de M. Dubois de Saligny. Il avait l'intuition que cet homme continuerait à accumuler les fautes et il redoutait l'influence qu'il pourrait avoir sur les événements politiques qui allaient suivre notre entrée dans la capitale du Mexique.

Il ne se trompait pas, car la destitution de son ministre devait arriver trop tard pour éviter les fautes qu'il appréhendait si justement.

Un autre sujet de mécontentement était pour lui le général Forey, dont l'inaction dans les opérations préliminaires du siège de Puebla avait été condamnée par tout le monde et dont l'incapacité dans la conduite du siège lui-même avait soulevé la réprobation générale.

L'Empereur savait très bien que c'était uniquement au général Bazaine qu'il devait enfin la prise de la forteresse mexicaine. Et cependant, en raison des services militaires rendus par le général Forey et de l'honorabilité de son caractère militaire, les sentiments d'extrême bonté qui caractérisaient Napoléon III diminuèrent le ressentiment, et la disgrâce fut dissimulée sous des guirlandes de fleurs. Afin d'enlever son commandement à ce vieux serviteur et de donner une apparence logique et naturelle à une mesure très pénible en elle-même, l'Empereur nomma le général Forey maréchal de France. Le 16 juillet 1863, il lui écrivait une lettre destinée à mettre du baume sur la plaie qu'il ouvrait et dans laquelle il lui disait qu'un maréchal de France était un trop gros personnage pour se débattre dans des intrigues et des détails d'administration. Il l'autorisait à déléguer tous

ses pouvoirs au général Bazaine et à revenir en France pour jouir de ses succès et de la gloire légitime qu'il avait acquise. Cette finale, pourtant, était de trop, car ces succès appartenaient à d'autres ! Les « succès » eussent été suffisants ; la « gloire légitime » était superflue.

Du reste, cette eau bénite de cour était regrettable. Il ne fut jamais admis par Napoléon I<sup>er</sup> qu'un général pût être récompensé par un grade ou une dignité qui lui donnât des droits à un commandement au-dessus de ses moyens. Des croix, des honneurs, des dotations étaient sa monnaie pour les grands chefs qui ne pouvaient s'élever plus haut dans la hiérarchie. La note la plus intéressante de la lettre de l'Empereur était la dernière recommandation, témoignage piquant, mais cruel, des sentiments qu'il éprouvait enfin pour le ministre qui l'avait trompé : « Saligny doit être, je pense, déjà parti. S'il ne l'était pas, vous l'emmenez avec vous ; j'enverrai d'ici un ministre plénipotentiaire. » Il commençait à bien connaître son homme. Celui-ci n'était pas parti et il ne fut pas facile à mettre en route ; aussi bien, du reste, que le maréchal Forey.

Et pourtant, lorsque l'Empereur écrivait ces lettres, il n'avait pas connaissance des mesures prises dans le domaine de la politique ; son mécontentement se serait traduit d'une façon moins modérée, moins généreuse. Lorsqu'il apprit les derniers événements, il eut de la peine à les prendre au sérieux. Aussi, dans une lettre qu'il adressait, le 12 septembre au général Bazaine, on trouve cette appréciation caractéristique de la proclamation de l'Empire : « La nomination hâtive de l'archiduc Maximilien a eu le grand tort de ne pas paraître, en Europe, l'expression légitime des vœux du pays. » La réprobation qu'a inspirée l'escamotage de la couronne du Mexique a donc été universelle.

A ce propos, je dois relever les appréciations complètement fausses d'un écrivain, que j'ai déjà pris à partie et qui, à l'égard de l'établissement précipité de la monarchie impériale, en reporte entièrement la faute sur le cabinet des

Tuileries. M. de Kératry a eu tort d'écrire de pareilles légèretés, qui faussent le jugement de l'histoire. Les citations que j'ai prises dans la correspondance impériale en sont une preuve absolue, et les disgrâces qui ont frappé les deux seules personnes responsables, Forey et Saligny, le démontrent surabondamment. Si M. de Kératry avait mieux cherché et recueilli ses informations, il n'aurait peut-être pas commis ces graves erreurs. Je dis « peut-être », parce que l'auteur m'a paru, dans tout son ouvrage, inspiré par un parti pris qu'un historien consciencieux doit écarter. Après tout, quelle qualité avait donc M. de Kératry pour parler avec autorité de ces choses et surtout de prononcer un jugement aussi absolu ? Il a été au Mexique comme lieutenant de chasseurs d'Afrique; mais cela suffit-il pour avoir une connaissance exacte des événements qui se produisaient dans des sphères où il n'est pas donné à tout le monde de pénétrer et surtout pour découvrir les facteurs réels de ces événements ? Il a laissé entendre qu'il a été attaché à la personne du général Bazaine. Cela est vrai; mais « distinguo ». D'abord, il n'a été admis dans la maison militaire qu'au mois d'octobre, et, pendant six semaines seulement de séjour à Mexico, il s'occupait de toute autre chose que de sonder les mystères des intrigues qui se tramaient dans le gouvernement et autour. Cependant, il avait fait, paraît-il, jadis, un stage dans la diplomatie. Quelques mois après, au retour d'une grande expédition dans l'intérieur du Mexique, il quitta la maison du général.

Je trouve encore, dans la première lettre que l'Empereur écrivit au général Bazaine, après sa prise de commandement en chef, la démonstration formelle que le Souverain ne tenait pas tant qu'on l'a dit à l'établissement du trône de Maximilien, après même que l'assemblée des soi-disant notables et du gouvernement provisoire eurent proclamé l'Empire. J'y lis, en effet, cette phrase très précise : « Le maréchal Forey vous aura communiqué, je pense, mes instructions; elles consistent à appeler à soi les hommes hono-

rables de tous les partis, établir un gouvernement provisoire qui consulterait la nation sur la forme gouvernementale définitive; protéger l'établissement d'une monarchie, si cela est d'accord avec le vœu du plus grand nombre. Il ne convient donc que de protéger et non d'imposer ! » Et plus loin : « Ne point faire de réaction, ne point revenir sur la vente des biens du clergé; .... j'ai déploré les arrêtés de Forey au sujet de la confiscation des biens des personnes hostiles et j'ai peur que le triumvirat, nommé à Mexico, soit trop réactionnaire. A cette distance, il est bien difficile de donner des instructions précises, car c'est sur les lieux mêmes qu'on peut juger de l'état des choses. Je me borne donc à vous dire que je vous laisse libre d'agir comme vous l'entendrez le mieux pour établir au Mexique un gouvernement stable qui régénère ce beau pays. »

Un écrivain sérieux est donc bien coupable de dire à l'histoire : « Le gouvernement marche à la réaction, d'accord avec les Tuileries. » C'est le contraire qu'aurait dû écrire M. de Kératry.

En France donc, aux Tuileries, on réprouvait, on redoutait les mesures réactionnaires et on décidait la rentrée en France des deux hommes qui allaient les prendre.

Entre temps, au Mexique, on continuait la série des fautes, et le général Forey s'obstinant à méconnaître les instructions formelles de l'Empereur, restait, au point de vue militaire, dans l'inaction la plus fâcheuse, la plus coupable même. C'est uniquement poussé par la voix publique qu'il s'était décidé à envoyer des détachements de troupes à trois ou quatre journées de marche des grandes villes qu'occupait l'armée, afin d'éloigner les bandes qui opéraient jusqu'aux portes de leurs cantonnements. Et pourtant, dès le 4 avril 1863, l'Empereur lui avait écrit : « Dès que vous serez à Mexico, ayez des colonnes mobiles de 1.500 à 2.000 hommes, dont la moitié pourrait être composée de Mexicains, pour occuper Morelia, Guadalajara et San-Luis. Il faudrait occuper les ports de la côte, comme Tampico, et surtout Mata-

moros, qui peut nous mettre en relation avec l'Amérique du Sud.... » Mais Forey n'eut cure, le moment venu, de se conformer à ces instructions très judicieuses et très bien conçues. Il préférait politiquailler, à la remorque de son ministre de France et, sous l'influence de celui-ci, à sanctionner toutes les fantaisies cléricales et réactionnaires du gouvernement provisoire que l'Empereur redoutait par dessus tout. C'est ainsi que le 16 juillet parut une ordonnance du Préfet de police de Mexico, interdisant de travailler le dimanche, sans une permission du curé !! Quelques jours après, fut promulgué un autre document encore plus rétrograde, ordonnant au public des rues de se mettre à genoux lorsque passe le Saint-Sacrement et d'y rester tant qu'on aperçoit le dais qui le couvre et qu'on entend la cloche qui l'annonce. On ne comprend pas que le général Forey ait accepté de pareilles mesures qui reportaient les mœurs à deux siècles en arrière !

En outre, le lendemain même du jour où l'Empire fut proclamé, des prêtres se sont rendus dans les immeubles, anciens biens du clergé et vendus comme propriété nationale, pour dire aux locataires qui s'y trouvaient qu'ils ne devaient pas payer leurs loyers aux propriétaires du moment, car les ventes de ces biens allaient être annulées, et qu'ils s'exposaient à payer leurs loyers une deuxième fois au clergé, l'unique propriétaire. Était-il possible de laisser ainsi semer le désordre et l'inquiétude pour récolter un mécontentement bien naturel ? Mais M. Dubois de Saligny, qui était l'âme dévouée du parti ultra-clérical, favorisait plutôt qu'il ne contrecarrait ces procédés, bien faits pour nous aliéner une grande partie de la nation. Du reste, la malveillance de l'esprit public, contre laquelle les réactionnaires eux-mêmes n'osaient pas même réagir, donnait à cette attitude de notre ministre des causes fort peu honorables pour lui. C'eût été déjà trop qu'on les inventât, alors même qu'elles n'eussent pas été vraies.

Cependant, que se passait-il à Miramar, alors qu'à Mexico on préparait, d'une façon si problématique, les bases du

trône qu'on offrait à Maximilien ? Le 3 octobre, M. Guttierrez de Estrada, président de la députation mexicaine, est reçu par l'Archiduc dans son palais et lui adresse un grand et solennel discours dont la quintessence peut se résumer ainsi : « A peine rendue à la liberté par la puissante main d'un monarque magnanime (toujours emphatique le Mexicain !), la Nation mexicaine nous a envoyés vers Votre Altesse, objet de ses vœux et de ses espérances ; nous ne nous appesantirons pas sur les malheurs qui ont fait du Mexique un théâtre de désolation et de ruine... » Ce tableau est vraiment peu encourageant comme lever de rideau ! Et il faut une fière audace pour transformer en nation mexicaine le fantôme de congrès nommé par les trois caciques ! « Nous venons, au nom de la Patrie, vous offrir la couronne du Mexique que vous décerne l'assemblée des notables, déjà consacrée par l'adhésion de tant de provinces, et qui le sera bientôt par la Nation entière. »

Il eût fallu que ce malheureux prince possédât une bien faible dose d'amour-propre pour accepter un bloc si peu enfariné. Aussi, bien que depuis un certain temps, lui et son auguste épouse aient caressé avec amour la perspective de ceindre leur front orgueilleux d'une couronne impériale, Maximilien ne put se décider à se livrer à corps perdu à ces messagers d'une cause qui se présentait si vaporeuse, si incertaine ; et, tout en acceptant le principe d'une offre qui le flattait, il fit sagement des réserves importantes. Je reproduis ici, *in extenso*, cette réponse, pour bien faire connaître les sentiments du prince et les réserves nettement formulées qu'il a faites et qu'il n'a pas tardé à méconnaître en se départissant de ses propres déclarations :

« Messieurs,

« Je suis vivement touché du vœu émis par l'assemblée des notables, à Mexico, dans la séance du 10 juillet, et que vous êtes chargés de me communiquer.

« Il est flatteur pour notre maison que les regards de vos

compatriotes se soient tournés vers la famille de Charles-Quint, dès que le mot de monarchie a été prononcé dans votre pays.

« Quelque noble que soit la tâche d'assurer l'indépendance et la prospérité du Mexique, sous l'égide d'institutions à la fois stables et libres, je n'en reconnais pas moins, en complet accord avec S. M. l'Empereur des Français, dont la glorieuse initiative a rendu possible la régénération de votre belle patrie, que la monarchie ne saurait y être rétablie sur une base légitime solide que si la Nation tout entière, exprimant librement sa volonté, vient ratifier le vœu de la capitale. C'est donc du résultat des votes de la généralité du pays que je dois faire dépendre, en premier lieu, l'acceptation du trône qui m'est offert.

« D'un autre côté, comprenant les devoirs sacrés d'un souverain, il faut que j'exige, en faveur de l'Empire qu'il s'agit de reconstituer, les garanties indispensables pour le mettre à l'abri des dangers qui menaceraient son intégrité et son indépendance.

« Dans le cas où ces gages d'un avenir assuré seraient obtenus, et où le choix du noble peuple mexicain, pris dans son ensemble, se porterait sur moi, fort de l'assentiment de l'auguste chef de ma famille, et confiant dans l'appui du Tout-Puissant, je serais prêt à accepter la couronne.

« Si la Providence m'appelait à la haute mission civilisatrice attachée à cette couronne, je vous déclare, dès à présent, Messieurs, ma ferme résolution de suivre le salutaire exemple de l'Empereur, mon frère, en ouvrant au pays, par un régime constitutionnel, la large voie du progrès, basé sur l'ordre et la morale, et de sceller, par mon serment, aussitôt que le vaste territoire sera pacifié, le pacte fondamental avec la Nation. C'est seulement ainsi que pourrait être inaugurée une politique nouvelle et vraiment nationale où les divers partis, oubliant leurs anciens ressentiments, travailleraient en commun à rendre au Mexique la place éminente qui lui semble destinée parmi les peuples, sous un

gouvernement ayant pour principe de faire prévaloir l'équité dans la justice.

« Veuillez, Messieurs, rendre compte à vos concitoyens des déterminations que je viens de vous énoncer en toute franchise, et provoquer les mesures nécessaires pour consulter la Nation sur le gouvernement qu'elle entend se donner. »

Cette réponse, très noble, très digne et très habile, fut l'acte le plus sage, le plus logique et le mieux motivé qui soit à l'actif de la vie politique de Maximilien. Il semble, du reste, qu'elle a été, en substance, inspirée par Napoléon III. Elle est conforme aux sentiments que révèlent toutes les instructions envoyées par lui à ses mandataires au Mexique. Je trouve même que la réserve de l'Archiduc rentre parfaitement dans l'ordre d'idées qui est la base du projet qu'avait conçu et qu'entretenait secrètement l'Empereur des Français à l'égard de la solution finale de la question mexicaine, solution qui pouvait même apparaître promptement si, en raison de l'impossibilité de satisfaire aux conditions posées par le prétendant, on était obligé de supprimer la phase de transition que devait représenter un Empire passager et devait précéder et justifier, sinon imposer, le dénouement rêvé de l'intervention française. Peut-être même cette façon de résoudre la question eût-elle réussi à ce moment plus aisément que plus tard, alors que Maximilien eût tout brouillé et compromis, par ses fautes, notre prestige qui était, en 1863 et en 1864, universel au Mexique. D'autant que la nécessité de mettre les choses au point où le demandait l'Archiduc, imposait à l'Empereur Napoléon une tâche nouvelle à remplir et de nombreux sacrifices à faire. Car, en somme, s'il avait fallu satisfaire intégralement aux conditions posées à Miramar, il est vraisemblable que nous n'aurions pas pu y parvenir. Il est évident, en effet, qu'en poursuivant la conquête matérielle et effective et la pacification complète du pays, dans le but de préparer l'avènement d'un prince,

appelé par le parti réactionnaire et ultra-clérical, qui avait déjà manifesté son intransigeance, nous ne parviendrions pas à rapprocher les libéraux et à amener l'union de tous les partis exigée par Maximilien. Alors ce prince restait à Miramar puisqu'on ne pouvait pas lui faire un lit de roses. D'autre part, il ne nous était pas possible de nous retirer du Mexique après avoir tout détruit, sans rien remettre à la place et surtout sans avoir reçu satisfaction pour nos réclamations primordiales, financières ou autres. Il nous fallait alors y rester dans des conditions spéciales à déterminer, avec les deux partis dont la rivalité eût disparu dans une forme gouvernementale autonome qui, sous notre protectorat, n'aurait donné la prépondérance à aucun, mais aurait assuré les intérêts de tous et relevé, dans la paix assurée, la prospérité du pays. Enfin, il faut remarquer qu'à cette époque, la situation, encore profondément troublée, dans laquelle se trouvait l'Amérique du Nord, écartait la possibilité de difficultés sérieuses de ce côté. Ces considérations expliquent l'indifférence qui ressortait de certaines déclarations formulées par l'Empereur lorsqu'il écrivait que si le peuple mexicain préférait une République, il convenait de se conformer à cette volonté. Cette éventualité rentrait naturellement dans son jeu, car elle facilitait et hâtait l'exécution de ses vues en supprimant une partie du programme arrêté dans son esprit.

Ce qui, d'autre part, tendrait à démontrer que Maximilien n'avait fait, dans sa réponse, des réserves si absolues que sous l'inspiration de l'Empereur Napoléon III, qui ouvrait ainsi devant lui une impasse, c'est que, peu de temps après, ce prince ne tint pas à ses propres déclarations, craignant de voir échapper cet Empire dont il connaissait le caractère transitoire et qui devait préparer la réalisation en Europe de ses projets secrets. Il est vraisemblable aussi qu'il fut sollicité de hâter son acceptation par l'ambition extrême de l'archiduchesse Charlotte. Quoi qu'il en soit, il accepta la couronne et la mit sur sa tête alors que le pays était encore

loin de l'état dans lequel il avait déclaré qu'il devait être. Des provinces entières, lointaines il est vrai, n'étaient pas encore soumises à son autorité, et même, quelques mois après son couronnement, une force importante de l'armée de Juarez tenait la campagne dans la province d'Oajaca et insultait presque son trône. Le maréchal dut, avec ses troupes, aller faire le siège de cette place et la réduire.

La déclaration de Maximilien plongea dans un profond marasme la délégation mexicaine qui comprit, trop tard, qu'on avait agi avec une regrettable précipitation et que le terrain présenté pour établir un trône était insuffisant et mal préparé.

Enfin, le contre-coup de cet événement atteignait directement la France, qui devait continuer son œuvre de pacification, c'est-à-dire la conquête de l'immense territoire où nos troupes n'avaient pas pénétré. Et après cette œuvre accomplie, quel serait le résultat de la consultation de la nation ? On ne serait peut-être pas plus avancé qu'à l'heure actuelle et on aurait fait de plus grands sacrifices pour atteindre un but douteux en raison des maladresses politiques déjà commises.

Aussi l'Empereur fut-il fort désappointé, car il voyait devenir plus problématique et plus lointaine la réalisation de ses secrets desseins. Il sentait même qu'elle serait peut-être impossible dans un temps plus éloigné. Car il faut bien se rendre compte que, lorsqu'il résolut l'intervention de la France au Mexique, il existait en Amérique une situation générale qui favorisait ses projets, mais que cette situation se modifiait chaque jour dans un sens opposé. Tandis qu'alors que les circonstances étaient favorables, il fut trompé par son ministre à Mexico.

D'après les rapports de cet agent diplomatique, il ne pouvait supposer que les premières troupes envoyées seraient insuffisantes et n'aboutiraient qu'au premier échec de Puebla. Il ne pouvait prévoir le temps considérable à perdre pour envoyer un nouveau corps d'armée, les lenteurs des

opérations de cette expédition nouvelle, et enfin la durée invraisemblable du siège de Puebla, mécomptes imputables seulement au général insuffisant qu'il avait envoyé au Mexique et à l'action néfaste de son ministre de France, qui, en réalité, rendaient difficile, à la fin de 1863, le succès de son intervention dans un but déterminé.

Dans ces conditions, Napoléon III vit clairement la situation, qui commandait peut-être de renoncer à une entreprise peu susceptible de réaliser ses projets primitifs et d'évacuer le pays sans solution, quelque humiliant que ce fût. Il hésita ; mais, sous l'influence des rapports merveilleux et inconscients du général Forey, il crut que la période des grosses difficultés était terminée et que s'il ne pouvait pas être certain de réaliser sa grande pensée primordiale, tout au moins était-il à peu près assuré, en poursuivant l'établissement de Maximilien, d'arriver à une solution moins déplorable que le simple rappel de ses troupes. Ce qui devait surtout le pousser à cette dernière espérance, c'est que, changeant ses mandataires incapables ou coupables, il pouvait espérer que les affaires de toute nature seraient conduites d'une façon plus satisfaisante.

Aussi, entièrement éclairé sur la situation par les nouvelles qu'il reçut quelque temps après l'événement de Miramar, et qui lui montrèrent les fautes graves commises par le gouvernement provisoire avec le concours de l'intervention française, il prit résolument son parti de tenter un dernier effort. Le 12 septembre, il écrivit, au général Bazaine, la lettre suivante, que je reproduis en entier, car elle est très suggestive.

« Mon cher Général,

« Les nouvelles que je reçois de Mexico sont tellement contradictoires qu'il m'est difficile de savoir ce qui s'y passe. Je me bornerai donc, aujourd'hui, à vous rappeler les principes sur lesquels doit reposer notre intervention. Notre but principal est de pacifier et d'organiser le Mexique

en faisant appel à tous les hommes de bonne volonté, sans se laisser aller à des mesures réactionnaires.

« Le programme publié par le général Forey doit être votre règle de conduite, et il est important de tenir à ce qu'il soit fidèlement observé. Quoi qu'il y ait un gouvernement provisoire, encore indispensable (afin d'éloigner la pensée que je voulais garder le Mexique), le général français a le devoir de tout empêcher ou de tout décider par son influence. Je ne puis admettre, qu'ayant fait la conquête du Mexique, nous demeurions témoins impassibles de mesures arbitraires et opposées à la civilisation moderne. Je compte donc sur vous, général, pour diriger le gouvernement provisoire dans la voie de la fermeté, sans doute, mais aussi de la justice et de la conciliation.

« Il est essentiel que l'élection de l'Archiduc Maximilien soit ratifiée par le plus grand nombre possible de Mexicains, car la nomination hâtive qu'on a faite a le plus grand tort de ne pas paraître, en Europe, l'expression légitime des vœux du pays. La grande difficulté consiste surtout, je le sais, à ramener le calme dans le pays. A cet effet, il faut apporter tous vos soins à organiser l'armée mexicaine et à gagner la sympathie des Indiens qui forment la grande majorité de la population. Je serai bien aise, général, de recevoir directement vos impressions et vos idées sur l'avenir du pays comme sur les moyens de consolider notre œuvre. J'espère qu'avec l'aide des troupes mexicaines vous avez assez de forces militaires françaises à votre disposition ; s'il en était autrement, dites-le moi avec franchise.

« Nous nous occupons activement de mesures financières propres à développer les ressources du pays. Dès que le nouveau gouvernement aura quelque apparence de stabilité, un grand emprunt sera facile.

« Prenez confidentiellement des renseignements sur les mines de la Sonora et dites-moi si, plus tard, l'occupation en serait facile.

« Assurez l'armée, Général, de toute ma satisfaction de